

Mise à jour de l'aperçu analytique n° 32. Ces aperçus analytiques sur la COVID-19 ont été conçus pour saisir les informations et analyses les plus récentes dans un contexte qui évolue rapidement. Certaines thématiques seront abordées plusieurs fois au cours de cette analyse. Si vous souhaitez proposer un sujet, veuillez nous envoyer un courriel à [research@iom.int](mailto:research@iom.int).

### Nouvelles recherches et analyses sur les incidences socioéconomiques de la COVID-19

[Socio-Economic Impact of COVID-19 in Ethiopia](#) équipe de pays des Nations Unies en Éthiopie

[The socio-economic implications of the coronavirus pandemic \(COVID-19\)](#) Maria Nicola et Ziad Alsafi

[COVID-19 and Africa: Socio-economic implications and policy responses](#), OCDE

[The social and economic concerns of immigrants during the COVID-19 pandemic](#), S. LaRochelle-Côte et Sharanjit Uppal

### Répercussions socioéconomiques liées à la migration sur les pays en développement

Dans cette [note d'information de l'OIM](#), les répercussions socioéconomiques liées à la migration sont examinées en détail :

- ⇒ Les pays en développement sont intégrés dans les chaînes mondiales d'approvisionnement en biens et en main-d'œuvre et subissent les effets de la baisse de la demande ;
- ⇒ Les restrictions de voyage ont un impact sur les communautés qui dépendent du tourisme ;
- ⇒ De nombreux pays en développement dépendent fortement de la migration de main-d'œuvre, de sorte que la baisse des rapatriements de fonds se fait vivement sentir.



### Note de synthèse sur l'impact de la COVID-19 et les migrants

Le 3 juin, le [Secrétaire général des Nations Unies](#) a présenté la dernière [note de synthèse](#) sur la pandémie, qui rappelle aux pays leur obligation de protéger les migrants. Concernant la crise socioéconomique, le rapport indique que les migrants sont parmi les plus durement touchés par la baisse des revenus, la hausse du [chômage](#) et l'augmentation des dépenses. En outre, la crise a également exacerbé la [situation déjà précaire](#) des femmes et des jeunes filles migrantes.

La note de synthèse propose quatre principes de base pour guider les plans d'intervention :

1. L'exclusion a un coût à long terme alors que l'inclusion profite à tous.
2. La riposte à la COVID-19 et la protection des droits humains des personnes en voyage ne s'excluent pas mutuellement
3. Personne n'est en sécurité tant que chacun de nous ne l'est pas.
4. Les personnes en voyage font partie intégrante de la solution.



### Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en danger

Selon le [PNUD](#), 1/3 des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays au niveau mondial vivent dans les 10 pays les plus exposés aux incidences socioéconomiques de la COVID-19

## Incidences socioéconomiques de la COVID-19

Comme cela a été exposé dans [l'aperçu analytique n° 32](#), la pandémie a déjà révélé et exacerbé les inégalités socioéconomiques préexistantes, y compris celles subies par les migrants, et les affectera ainsi que leur pays et leur communauté d'origine. Une récente étude de [Statistique Canada](#) révèle que les immigrants et les réfugiés sont plus susceptibles que les personnes nées au Canada d'être affectés par les conséquences sociales et économiques de la pandémie de COVID-19. Par conséquent, les mesures prises pour lutter contre la pandémie risquent d'avoir des [répercussions durables](#) dans de multiples domaines, en particulier pour les migrants :

**Pauvreté** : Des [études](#) récentes ont montré que les pandémies laissent les pauvres encore plus marginalisés. Il a été [démontré](#) que des années après un événement pandémique, l'emploi des personnes ayant un niveau d'éducation avancé est à peine affecté, alors que l'emploi des personnes n'ayant qu'un niveau d'éducation de base a fortement chuté, de plus de 5 % au bout de cinq ans.

**Chômage** : Les travailleurs migrants sont en général, [plus que les travailleurs nés dans le pays](#), particulièrement vulnérables aux pertes d'emploi et de salaire en cas de crise économique dans leur pays d'accueil. En [Ukraine orientale](#), par exemple, 49 % des entreprises appartenant à des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ont dû cesser leurs activités.

**Inclusion et cohésion sociale** : Certains [pays](#) ont utilisé la pandémie comme prétexte pour porter préjudice aux migrants et les rendre responsables de la propagation du virus. Les [mesures de riposte](#) à la COVID-19 qui n'incluent pas les travailleurs migrants employés dans l'économie informelle ont accru les risques d'exploitation pour les travailleurs et les familles.



### Rapatriements de fonds en temps de crise : comment les maintenir

La baisse prévue de [20 %](#) des rapatriements de fonds internationaux dans le monde entier représente une chute d'environ 110 milliards de dollars É.-U.. C'est pourquoi le Fonds d'équipement des [Nations Unies \(FENU\)](#) et le [Programme des Nations Unies pour le développement \(PNUD\)](#) ont annoncé leur [appui conjoint](#) à une initiative menée par les États Membres pour améliorer l'accès des migrants à l'envoi et à la réception de fonds, et pour réduire les coûts de transfert pendant la pandémie actuelle de COVID-19.



Selon l'[OIM](#), la suspension des « activités non essentielles » visant à limiter la propagation de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest et du Centre a eu un lourd impact socioéconomique sur quelque 34 000 migrants de retour.



Cet aperçu analytique sur la COVID-19 a été élaboré par l'équipe de recherche de l'OIM ([research@iom.int](mailto:research@iom.int)).

*Clause de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans le présent ouvrage sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'OIM. L'inclusion ou la présentation de matériel n'impliquent aucune prise de position de la part de l'OIM ou de l'un de ses membres ou partenaires.*